

Powell conforte Wall Street dans son optimisme...

Marchés Financiers

BOURSE AMERICAINE : Les indices boursiers américains ont connu une première partie de séance erratique, mais ils sont passés dans le vert en début d'après-midi, pour clôturer sur des niveaux proches de leurs plus hauts de séance. L'indice S&P 500 a longtemps hésité, restant dans le rouge jusqu'en début d'après-midi, évoluant dans un large couloir autour des 2 840 points. Mais l'indice-phare de la bourse de New-York est revenu à l'équilibre deux heures avant sa clôture et il a terminé à 2 864, en hausse de 11 points, soit 0,4%. Le Dow Jones a gagné 0,3%, à 23 685 (+ 60 points), et le Nasdaq Composite a progressé de 0,8%, à 9 015 (+ 71 points). Le VIX a reculé de 2,2% à 31,89. La séance a été marquée par des retournements de tendance. Dans un premier temps, les investisseurs se sont montrés inquiets face au regain de tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine et aux mauvaises statistiques sur l'économie américaine. Le département du commerce des Etats-Unis a annoncé de nouvelles sanctions contre Huawei (cf. ci-dessous). Mais, après la mi-journée, les investisseurs se sont focalisés sur la levée des mesures de confinement et les espoirs de rebond de la croissance économique américaine. Sur la semaine, l'indice S&P 500 a reculé de 2,3%, soit sa baisse hebdomadaire la plus marquée en pourcentage depuis la semaine qui s'achevait au vendredi 20 mars. Le Dow Jones et le Nasdaq ont perdu respectivement 2,7% et 1,2%, leurs reculs les plus forts depuis la semaine terminée le 3 avril.

VALEURS : Les craintes de représailles chinoises ont malmené plusieurs valeurs vedettes du secteur technologique, dont Apple (- 0,6%). Boeing, qui serait aussi dans le collimateur de Pékin selon le *Global Times*, un journal proche du Parti Communiste Chinois, a perdu 2,1%. En revanche, Nike (+ 0,5%) s'est dit « encouragé » par la reprise de l'activité en Chine et en Corée du Sud, où presque tous ses magasins ont désormais rouvert. Si les ventes en magasins restent plus faibles qu'auparavant, elles sont en partie compensées par les ventes en ligne. Le groupe a toutefois souligné que l'impact de la pandémie sur l'ensemble de son activité reste « incertain ». Le laboratoire Abbott Laboratories (- 2,1%) est pénalisé par l'annonce de l'autorité américaine du médicament ayant soulevé un problème de fiabilité de son test de dépistage rapide du coronavirus. La chaîne de magasins de vêtements en difficultés JC Penney (+ 21,2%) a annoncé avoir payé jeudi pour 17 mlns \$ d'intérêts dus la semaine dernière, lui permettant ainsi de s'accorder une « période de grâce », le temps de réfléchir à « des stratégies alternatives ». Facebook (+ 2,0%) a annoncé avoir acheté la plateforme Giphy, qui permet de rechercher, partager et créer des images animées au format GIF. Par ailleurs, Applied Materials (- 4,4%), l'équipementier du secteur des semi-conducteurs, a annoncé une reprise de ses chaînes d'approvisionnement au second semestre, ce qui lui permettra d'amortir les pertes sur le chiffre d'affaires dues aux perturbations causées par la pandémie sur l'ensemble de l'année 2020. Au deuxième trimestre, clos fin avril, le groupe a annoncé une progression de 13% de son bénéfice net à 755 mlns \$, soit 82 cents par action, et 89 cents hors éléments exceptionnels, contre 93 cents attendus. Le chiffre d'affaires d'Applied Materials a augmenté de 12% à 3,96 Mds \$ alors que les analystes attendaient 4,09 Mds \$. JD.COM (+ 3,9%) a publié un chiffre d'affaires supérieur aux attentes à la faveur de l'augmentation des achats en ligne pendant le confinement. VF Corp (- 6,3%) propriétaire des marques de chaussures Timberland et Vans, a averti vendredi qu'il s'attend à voir son chiffre d'affaires du trimestre en cours réduit de moitié en raison des fermetures de magasins.

BOURSES AMERIQUE LATINE : Entre l'impact positif de la hausse des cours du pétrole et regains de tensions entre les Etats-Unis et la Chine, mais aussi d'augmentation de la circulation du SRAS-Cov-2 dans la région, les principaux marchés boursiers d'Amérique Latine ont terminé la séance de vendredi en ordre dispersé. L'IBovespa a perdu 1,8%, les investisseurs ayant dû

prendre en compte plusieurs nouvelles sources d'inquiétude. Alors que le président Bolsonaro s'oppose aux mesures drastiques prônées par les gouverneurs de plusieurs Etats, bien que le nombre de malades du Covid-19 augmente rapidement dans le pays, il a enregistré en fin de semaine dernière la démission de son « nouveau » ministre de la santé, en place depuis à peine un mois. De plus, les statistiques économiques de la journée n'étaient pas franchement encourageantes. Par ailleurs, Cyrela Brazil Reality a chuté de 7,2% après avoir annoncé que son cash-flow va baisser au deuxième trimestre en raison de la baisse de ses ventes provoquée par la pandémie de Covid-19. JBS a perdu 4,6% après avoir communiqué sur le fait qu'il doit faire face à une « forte volatilité » de ses ventes en raison de l'épidémie. De son côté, le papetier Suzano a cédé 5,3% après avoir annoncé des profits inférieurs aux attentes sur le trimestre écoulé. Plus généralement, les sidérurgistes ont lourdement pesé sur le principal indice de la bourse de Sao Paulo, Gerdau perdant 7,0%, CSN 6,1% ou Metalurgica Gerdau 5,7%. L'IPC a enchaîné une troisième séance consécutive de baisse (- 1,1%) malgré la nouvelle baisse du taux directeur de la Banque Centrale du Mexique (jeudi) et l'annonce du redémarrage de certaines industries -dont l'industrie automobile- à partir de ce lundi. L'IPSA chilien a perdu 0,5%. En revanche, la bourse de Bogota a terminé la journée de vendredi quasiment au même niveau que la veille, alors que le Merval et l'indice général de la bourse de Lima ont terminé en baisse de 0,4%. Sur l'ensemble de la semaine dernière, la bourse de Buenos Aires a gagné 8,9%, après + 10,5% la semaine précédente et 11,9% au cours de la dernière semaine d'avril. Les autres « grands » marchés de la région ont baissé, parfois nettement, la semaine dernière : - 1,4% à Lima, - 3,4% à Sao Paulo, - 5,1% à Santiago comme à Mexico et - 5,8% à Bogota.

BOURSES ASIATIQUES : Les principaux marchés boursiers de la région Asie-Pacifique sont dans le vert ce matin, soutenus par la progression des futures américains, le S&P 500 gagne, par exemple, 1,2%, après les propos de Jerome Powell dans l'émission « 90 minutes » de CBS News. Mais les investisseurs se montrent encore prudents face au regain de tensions entre la Chine et les Etats-Unis autour de l'entreprise Huawei et les accusations de M. Trump sur la responsabilité de la Chine dans la diffusion de l'épidémie de Covid-19. La bourse nipponne a fini la séance en hausse, en dépit de l'entrée de l'archipel en récession, un scénario toutefois largement anticipé par le marché. L'indice Nikkei 225 a gagné 0,5%. Les télécoms, la santé et l'énergie sont dans le vert sur l'indice Nikkei, tandis que les valeurs technologiques, les distributeurs d'électricité et de gaz et les valeurs financières ont terminé dans le rouge. Les titres des méga banques japonaises ont connu des fortunes diverses lundi, après la publication de leurs résultats annuels 2019-2020 vendredi et surtout de leurs perspectives dégradées pour le nouvel exercice 2020-2021 face au contexte pandémique. L'action Sumitomo Mitsui Financial Group a fini en hausse de 3,5%, bien que le groupe ait dit prévoir une chute de 43% de son bénéfice net annuel en 2020/21. Mitsubishi UFJ Financial Group (MUFG) a gagné 0,9%, tandis que Mizuho a cédé 0,4%. Le yen repartait légèrement à la baisse face au dollar, à raison d'un dollar pour 107,16 yens. Peu avant la clôture des marchés chinois, le Hang Seng gagnait 0,4% et l'indice composite de la bourse de Shanghai 0,6%. Le Kospi sud-coréen a gagné 0,5% et la bourse australienne a fini en hausse de 1,0%. Les cours du pétrole ont continué à progresser durant la séance asiatique : le prix du baril de WTI a gagné 3,7%, au-dessus des 30 \$, tandis que le cours du baril de Brent s'appréciait de 2,8%.

CHANGES & OBLIGATAIRE : Sur le marché des changes, l'euro 'affichait, vendredi soir, en légère hausse face au dollar dans un marché sans élan et peu enclin au risque, tandis que la livre sterling était fragilisée par l'apparente impasse dans les discussions sur le *Brexit*. A la clôture de Wall-Street, l'euro s'appréciait de 0,1% face au billet vert, à 1,0815 \$. La livre pour sa part perdait 0,9% face à l'euro, à 89,19 pence pour un euro, et face au billet vert, à 1,2126 \$. Le Royaume-Uni refuse d'accepter les exigences de l'UE en matière d'égalité des conditions de concurrence et a également répété qu'il refuserait toute offre de prolongation de la période de transition. Britanniques et Européens ont fait part de leur « déception » vendredi, à l'issue d'un troisième cycle de discussions cette semaine sur la relation post-Brexit. Sur le marché obligataire, le taux à 10 ans sur la dette américaine a fini la journée à 0,6379%, contre 0,6218% jeudi soir.

PETROLE : Les prix du pétrole ont progressé vendredi, enregistrant une troisième hausse hebdomadaire consécutive, après la publication d'une statistique de production industrielle en Chine meilleure qu'attendue. Le baril de Brent, pour livraison en juillet, a terminé à 32,50 \$ à Londres, en hausse de 4,4% par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril de WTI pour juin a de son côté grimpé de 5,9%, à 29,43 \$. Sur l'ensemble de la semaine, le cours du Brent a progressé de 5% et le prix du baril de WTI a bondi de 19%. Jeudi, l'AIE s'est montrée un peu moins pessimiste dans ses prévisions de baisse de la demande de pétrole pour 2020 : celle-ci est désormais estimée à - 8,6 millions de barils par jour, selon son rapport mensuel sur le pétrole, et non - 9,3 millions comme l'institution le prévoyait en avril.

News clefs

Dans l'émission « 60 minutes » de CBS, **le président Jerome Powell a estimé dimanche que le processus de reprise de l'économie américaine pourrait s'étendre « jusqu'à la fin de l'an prochain » et que ce calendrier serait en partie dicté par la découverte d'un vaccin :** « *Assuming there is not a second wave of the coronavirus, I think you'll see the economy recover steadily through the second half of this year. (...) For the economy to fully recovery, people will have to be fully confident and that may have to await the arrival of a vaccine* ». Le président du Fed anticipe une hausse du taux de chômage à 25% avec une contraction du PIB d'environ 30% -en rythme annuel- au deuxième trimestre. Mais il a aussi indiqué : « *We're not out of ammunition by a long shot* ». Il a répété que la banque centrale n'a pas de limite, « *No limit* » pour prêter via les marchés financiers : « *So there's a lot more we can do to support the economy, and we're committed to doing everything we can as long as we need to* ». De plus, il estime qu'il n'est pas nécessaire, pour le moment, de se préoccuper des déficits publics : « *It is true that deficits are going to be big for a couple of years here. And we'll have to deal with that. The time to deal with that, though, is when we're through this recovery* ». **Il a conclu l'interview sur une note optimiste : »The main thing is to get back on the road to recovery. And I think that can happen relatively soon « et il a indiqué »In the long-run and even in the medium-run, you wouldn't want to bet against the American economy «.**

Le département du commerce des Etats-Unis a annoncé avoir amendé un règlement sur les exportations dans le but de « viser stratégiquement l'acquisition par Huawei de semi-conducteurs qui sont le produit direct de certains logiciels et technologies américaines ». Les nouvelles restrictions couperont l'accès de Huawei à l'un de ses principaux fournisseurs, le fabricant de puces taiwanais TSMC, qui fabrique également des puces pour Apple et d'autres entreprises technologiques. La Chine défendra fermement les droits de ses sociétés, a déclaré le ministère chinois des affaires étrangères dans un communiqué en dénonçant une « répression déraisonnable ». La Chine a menacé de prendre des mesures de rétorsion contre Washington, notamment en imposant des restrictions aux grandes entreprises américaines et en les inscrivant sur une « liste d'entités peu fiables », selon une source gouvernementale anonyme citée vendredi dans le *Global Times*. **Les géants américains de la technologie Apple, Cisco, Qualcomm et le constructeur aéronautique Boeing font partie des entreprises qui pourraient être visées, selon le journal.**

Les pays membres de l'Union Européenne n'ont toujours pas réussi à s'entendre sur l'équilibre à trouver entre prêts (remboursables) et subventions (non-remboursables) dans le cadre du fonds européen censé financer la relance post-pandémique, a-t-on appris vendredi auprès d'un haut responsable de l'UE. Alors que cette répartition est cruciale pour la finalisation du fonds de relance, la Commission Européenne a repoussé au 27 mai prochain l'annonce de sa nouvelle proposition sur le budget à long terme de l'UE, le cadre financier pluriannuel (CFP) qui doit courir sur la période 2021-2027. Plusieurs pays du Nord de l'Europe continuent de résister à l'idée de subventions, ou transferts budgétaires, estimant que toute aide communautaire versée à un Etat membre devra être remboursée. **Les Vingt-Sept sont en revanche d'accord pour que la Commission Européenne puisse emprunter de l'argent sur les marchés de capitaux pour financer ce fonds.**

Britanniques et Européens semblaient encore très loin d'un accord sur leur relation post-Brexit après un troisième cycle de négociation jugé « très décevant » et sans progrès majeur cette semaine, au cours duquel le ton est monté. « Au moment où je vous parle, je ne suis pas optimiste (...) J'ai invité le Royaume-Uni à changer de tactique s'ils veulent vraiment un

accord avec nous », a lancé vendredi le négociateur en chef de l'UE, Michel Barnier, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. « Il y a encore aujourd'hui, pour tout vous dire, une réelle incompréhension » avec Londres. Au même moment, son homologue britannique David Frost fustigeait le « peu de progrès » accomplis et réclamait lui aussi « un changement d'approche » de Bruxelles avant le prochain cycle de discussions le 1^{er} juin. Une source proche des discussions a évoqué des échanges « fermes, parfois un peu virils » cette semaine, contrairement aux rounds précédents. **Les Européens réclament un accord large et ambitieux sur l'ensemble de la relation, quand le Royaume-Uni ne demande rien de plus qu'un accord classique de libre-échange du même type que celui conclu par l'UE avec le Canada, autour duquel pourraient être négociés plusieurs petits textes sectoriels. Mais l'UE n'accepterait un accord commercial avec le Royaume-Uni que s'il était assorti de garanties en matière de concurrence au niveau social, environnemental ou fiscal.** Cette demande européenne constitue même, selon David Frost, « le principal obstacle » à un accord, car Londres n'entend pas être lié à l'avenir « au droit ou aux normes de l'UE ».

Recherche économique et Stratégie

Christian Parisot

Head of Global Research

☎ 01 53 89 53 74

✉ cparisot@aurel-bgc.com

Jean-Louis Mourier

Economic Research

☎ 01 53 89 54 46

✉ jlmourier@aurel-bgc.com

Ce document peut être considéré comme un avantage non-matériel mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2020, Tous droits réservés.